

# « COMMENT REPENSER LA PARTICIPATION DES INDIVIDUS À LA VIE POLITIQUE ? »

ENTRETIEN AVEC RICHARD RECHTMAN



Anthropologue et psychiatre, Richard Rechtman est directeur d'études à l'EHESS et directeur adjoint de l'Institut de recherche interdisciplinaire sur les enjeux sociaux (Iris). Il est notamment l'auteur de plusieurs ouvrages<sup>1</sup> et articles<sup>2</sup>.

**IRG :** *Vous définissez la psychanalyse comme « la détermination de nature incertaine mue par le sujet par rapport au désir, produite par l'histoire du sujet de manière inconsciente », ce que vous caractérisez comme la « détermination inconsciente active ». En quoi la psychanalyse pourrait nous aider à mieux saisir les enjeux de gouvernance ?*

**Richard Rechtman :** La clé de la psychanalyse est l'idée de cette détermination méconnue par la personne, mais qui, en plus, ne veut pas la connaître. « Vous pouvez dire ce que vous pensez, mais je sais que ça ne sera pas tout. » En tout cas, la psychanalyse pourrait très bien contribuer à comprendre un certain nombre d'évolutions du champ social, en particulier les discours de légitimité politique. À vrai dire, elle joue ce rôle depuis Freud et ce que Gustave Le Bon a appelé la « psychologie des foules », autrement dit cette ambition de comprendre comment la société répond à un certain nombre d'injonctions dont on peut trouver la trace ou l'origine dans l'inconscient. Ce débat reste d'actualité, mais je n'adopterai précisément pas cette lecture de la psychanalyse comme élément complémentaire dans une analyse sociologique. Je ferai plutôt l'inverse, en partant de l'idée que la psychanalyse nous montre quelles sont les limites des autres savoirs, non pas quant à leur champ d'investigation propre, mais sur ce qu'ils sont censés

1 | Dont *L'Empire du traumatisme. Enquête sur la condition de victime*, Flammarion, 2007 (avec Didier Fassin).

2 | Pour les plus récents : « De la psychiatrie à la régulation sociale », in A. Braconnier, C. Bonnet et C. Chiland (dir.), *Le Souci de l'humain*, Érès, 2010, p. 57-70 ; « La psychiatrie à l'épreuve de l'altérité. Perspectives historiques et enjeux actuels », in D. Fassin (dir.), *Les Nouvelles Frontières de la société française*, La Découverte, 2010, p. 101-128.

nous dire des conséquences que certains discours peuvent avoir sur chaque individu. Et que nous apprend la psychanalyse à ce propos ? Eh bien qu'au fond on n'en sait rien ! En effet, on ne sait pas vraiment ce qui se trame pour l'individu lambda, mais c'est justement ce point de méconnaissance qui est essentiel. Car nous subissons aujourd'hui un discours ambiant qui tend à dire que, si les gens font ce qu'ils font, c'est parce qu'ils y croient et qu'ils adhèrent : si on est libéral, c'est qu'il n'y a pas d'autre choix (politique et à la fois psychologique), de la même manière que si des gens disent qu'ils sont « traumatisés », c'est qu'ils le sont. Or, pour la psychanalyse, cette équation n'est pas vraie : des gens peuvent se dire traumatisés sans l'être, d'autres peuvent adhérer à quelque chose sans y croire vraiment. La marge de manœuvre singulière est bien plus importante qu'on ne peut l'imaginer. Ce n'est pas une découverte, mais depuis quelques années le discours collectif mêle la psychologie, la politique et les sciences sociales. Tout se passe comme si l'on considérait que les gouvernés sont des sujets psychologiques, donc des sujets doués de raison : « Je pense ce que je dis et je dis ce que je pense. » Or ce n'est pas vrai. Encore une fois, nombre de personnes ne pensent pas ce qu'elles disent et ne disent pas ce qu'elles pensent. D'autres ne savent même pas qu'elles ne pensent pas ce qu'elles disent... C'est cela, la vraie découverte freudienne : amener un sujet à comprendre qu'il ne sait pas pourquoi il dit ce qu'il dit, qu'il ne sait pas pourquoi il pense ce qu'il pense. Et c'est justement de ce point de méconnaissance que surgit son désir, et c'est à partir de là qu'il va faire la connaissance de l'inconscient.

**IRG :** *Quelles sont les conséquences de ce postulat sur le plan social ?*

**R. R. :** On les voit à l'œuvre dans les discours libéraux contemporains – comme chez leurs détracteurs d'ailleurs – qui nous laissent entendre que le libéralisme gagnerait non seulement la sphère politique et économique, mais aussi les sujets en les transformant. Cela rejoint la thèse de Charles Melman sur la « nouvelle économie psychique », selon laquelle tous les sujets seraient dominés par le « jouir à tout prix » et tous azimuts. Or, d'un point de vue psychologique et psychanalytique, c'est une erreur. Mais on peut montrer en quoi ces discours libéraux échouent à transformer les individus. Car si les gens se satisfaisaient du bonheur, on le saurait depuis longtemps et il n'y aurait plus personne sur les divans pour prononcer la phrase la plus fréquente chez les « psys » : « J'ai tout pour être heureux, on n'arrête pas de me le dire et pourtant ça va mal »... C'est loin d'être anecdotique car cela veut dire que le « tout pour être heureux » et le fait d'aller bien sont deux

choses totalement différentes. C'est un discours que la psychanalyse elle-même ne tient pas suffisamment et qui fait qu'elle renforce bien souvent les discours libéraux laissant croire que l'on est en train de changer les sujets. Non, les sujets ne se satisferont jamais du bonheur commercial, il y aura toujours de la plainte, il y aura toujours du manque. Et tant qu'il y a du manque, il y a la possibilité d'un éclairage psychanalytique et surtout d'une modalité de résistance.

Même si la psychanalyse n'est pas en elle-même un mode de résistance, elle peut le devenir en s'associant aux autres disciplines pour enclencher ce que l'on pourrait appeler également des « modes de désaliénation ». Car nous sommes tous nécessairement aliénés, peut-être même davantage que nous l'étions avant. Mais, d'une certaine manière, nous nous sommes en partie affranchis des structures traditionnelles qui aliénaient les sujets – par exemple le mariage comme « affaire familiale » cantonnant la femme au foyer – en permettant que ces derniers émergent contre des formes d'organisation sociale qui contenaient l'espace de liberté.

Aujourd'hui, on est vraiment face à cette question : comment repenser la participation des individus à la vie politique ? Mais on ne peut le faire qu'en imaginant un modèle de désaliénation, car s'il n'y a qu'une seule voie possible dans l'expression politique, une seule représentation qui s'impose à tout le monde, alors l'espace démocratique n'existe pas en tant que tel. Je pense que la psychanalyse, à côté d'autres disciplines, peut contribuer à cette désaliénation.

#### **IRG :** *Comment peut-elle y parvenir ?*

293

**R. R. :** Disons tout de suite que les « psys » ne vont pas se transformer en militants des causes populaires, ce n'est pas leur travail. En revanche, si l'on aide les sujets à aller mieux, ils pourront rejoindre l'espace social. C'est le cas concernant, par exemple, des chômeurs déprimés auxquels les psys ne vont pas redonner un travail, mais qu'ils peuvent aider à sortir de la dépression, à comprendre ce qui leur arrive, bref qu'ils peuvent rétablir comme acteurs et donc dans leur capacité de résistance et de transformation. Ce travail de désaliénation du symptôme peut donc amener à la liberté et à la possibilité de lutter. Si le soin n'est pas la lutte sociale, une fois qu'il est là, les éléments de la lutte sociale peuvent être rétablis. C'est en cela qu'il y a une attitude subversive.

La psychanalyse ne peut jouer ce rôle de subversion qu'en étant discrète sur la scène publique. La psychanalyse n'est pas une théorie, mais une pratique. C'est l'effet de la pratique de la psychanalyse qui la

rend résolument subversive : c'est parce que les gens sont passés sur le divan et qu'ils ont expérimenté leur singularité qu'ils sont autres en sortant. Tenir un discours psychanalytique sur la place publique en espérant qu'il va éclairer les foules et transformer les gens, ce n'est plus une expérience, mais une communication de savoir. Même les plus hostiles à une institutionnalisation du discours psychanalytique pensent que cela pourrait contribuer à transformer la société. Je considère, en ce qui me concerne, que la psychanalyse ne peut être sur la scène publique et ne peut passer par les canaux larges de communication. À défaut, elle perd son identité. À mon sens, une véritable transformation ne peut passer que par la pratique.

Le citoyen (post)moderne se caractérise par la façon qu'il a de se libérer. Or il est plus difficile de se libérer aujourd'hui car les modes de gouvernance contemporains empruntent énormément de choses au discours psychologique. On n'a pas l'impression d'être gouverné parce que l'on est un homme, une femme ou encore un immigré, mais parce que c'est bon pour soi, pour son fonctionnement psychique, pour ce que l'on est. On ne va pas laisser quelqu'un souffrir, mais on va le laisser sans argent. On peut imaginer qu'il perde de son statut social tant que son intimité n'est pas altérée. C'est un progrès qui traduit une focalisation des pouvoirs contemporains sur une chose dont on ne se préoccupait pas avant. Dans les années 1950, on ne se préoccupait pas de savoir comment fonctionnait le psychisme de chacun : si quelqu'un ressentait de la souffrance, c'est qu'il n'était pas suffisamment fort. Aujourd'hui, la souffrance et le bien-être font partie du collectif. On s'est rendu compte, grâce à l'entrée de la psychanalyse dans l'espace public, qu'il était beaucoup plus pertinent et efficace, en termes d'aliénation, de gouverner par l'entremise de ces catégories psychiques. Cela ne veut pas dire que l'on a changé la façon de regarder nos contemporains, mais à coup sûr la façon de les gouverner a évolué. C'est ainsi, au début de la présidence de Jacques Chirac en 1995, qu'a émergé la question des victimes et de la réparation de leurs traumatismes. À l'époque, le système judiciaire était dans la logique de ne pas aggraver les peines et de trouver des alternatives à l'emprisonnement, si bien que chaque nouvelle tentative de réforme répressive provoquait un tollé. Or, en invoquant le besoin de réparation de victimes, il devenait parfaitement légitime d'imaginer que l'on puisse augmenter la peine de prison d'un prévenu. On rentrait ainsi dans le discours « psychologisant ». Et c'est une grande nouveauté dans le monde contemporain : on soigne des gens en faisant des procès, on ne rend plus la justice au nom de la société, mais « au nom de la victime ». Ces nouveaux modes de gouvernance sont très efficaces. Au regard des tensions qui existent dans la société,

l'accentuation de la répression n'est pas légitime. En passant par un autre biais, elle le devient.

Mais, ce faisant, on a également ouvert la voie à des « légitimités parcellaires » en concurrence avec l'État qui reste toujours aussi légitime, même s'il me semble que le champ de cette légitimité a changé : on lui demande désormais de prendre la défense des malheureux qui souffrent, ce qui n'est pourtant pas un pilier habituel de la légitimité étatique. À côté de cela, on a une accentuation de différentes autres formes de légitimité : ainsi, on est légitime en tant que malade pour parler de malades alors qu'on n'est pas légitime en tant que citoyen pour discuter de tous les aspects de la société. Autrement dit, on a resserré la légitimité sur des compétences. C'est en cela que je parle de « légitimités parcellaires » alors que la légitimité citoyenne est morcelée. Quant aux légitimités transversales – en tout cas, les personnes se revendiquant d'une telle légitimité, comme les intellectuels ou les élus –, elles sont désormais perçues avec méfiance.

**IRG :** *Si de plus en plus de « légitimités parcellaires » s'expriment dans l'espace public, la participation – en tant que mode d'action politique en vogue – ne risque-t-elle pas de nuire à l'idée d'une citoyenneté globale qui aille au-delà des intérêts catégoriels ?*

**R. R. :** On assiste là à une transformation des modes d'actions du politique avec une montée en puissance des experts qui mérite d'être interrogée : est-ce un appauvrissement, un supplément d'aliénation ? On manque encore d'analyses contemporaines pour bien saisir ce mouvement. Nous le faisons à l'EHESS pour défendre une autre vision des sciences sociales qui consiste à ne pas étudier simplement les formes institutionnalisées du politique, mais toutes les formes émergentes qui ne relèvent pas a priori du qualificatif « politique ». Pour certains, la défense d'intérêts personnels ou les demandes de réparation, c'est tout sauf de la politique, c'est même une forme de dépolitisation. Nous, au contraire, prenons très au sérieux ces formes émergentes qui proposent une transformation sociale, quelle qu'elle soit. Nous pensons que ce sont là des formes politiques, même si on ne veut pas leur donner ce nom, ce simple fait participant d'ailleurs d'une démarche tendant à les disqualifier sur la scène politique.

Je prendrai l'exemple des tensions générationnelles et de ce que l'on pourrait appeler l'« adolécisme ». Il est clair aujourd'hui que l'allongement de la durée de vie redéfinit les catégories d'âge et pousse à en créer de nouvelles. L'« adolécisme » est né d'un parallèle avec le

féminisme ou encore les revendications homosexuelles. Comme pour ces mouvements, l'adulécisme est le refus d'une discrimination politique argumentée par une inégalité naturelle : l'adolescent est moins bien rémunéré car il est réputé naturellement incapable de remplir le rôle qui lui est assigné correctement, à l'image des femmes qui n'ont pas de postes à responsabilité car elles n'en seraient naturellement pas capables. Les adolescents ont donc dans notre société un statut de dominés car ils ne sont pas tout à fait des sujets politiques. Or basculer l'inégalité naturelle sur le champ politique donne la possibilité de construire un discours politique : on revendique ses droits tout en revendiquant son appartenance à une catégorie, mais on n'accepte pas l'inégalité qui en résulte. La revendication de ces nouveaux droits est représentée par excellence dans les manifestations contre la mise en place du contrat première embauche. C'est finalement ce qui s'est joué dans la lutte contre le CPE. Le CPE est un élément fondateur de la reconnaissance d'appartenance à un groupe sans accepter les mesures considérées discriminantes.

**IRG :** *Les questions de gouvernance qui se posent dans toutes les sociétés, avec les différences culturelles que cela implique, sont trop souvent appréhendées par des sciences sociales occidentalocentrées. À ce propos, la psychanalyse – puisque nous postulons ici qu'elle peut favoriser une gouvernance légitime – n'est-elle pas une science purement occidentale, notamment en ce qu'elle est fondée sur l'individu ?*

**R. R. :** La psychanalyse n'est peut-être pas universelle. Son savoir a bien été pensé en Occident, mais est-elle pour autant une simple traduction de la bourgeoisie parce qu'elle a été pensée dans cette classe sociale ? Est-elle juive parce qu'elle a été pensée par Freud, ou viennoise parce qu'elle a été pensée en Autriche ? Toute pensée est spécifique à un contexte dans ses moyens de production, mais cela signifie-t-il pour autant que ce qu'elle met en œuvre se réduit au lieu où elle a été pensée ? Si la question de l'individu, comme étant au cœur de la psychanalyse, est un élément pour affirmer que la pensée psychanalytique se limite au monde occidental, ce n'est pas si vrai que cela. En France, l'individu dont on parle, c'est l'individu collectif, c'est une idée, une abstraction de l'individu qui est du pur collectif. Dans les sociétés traditionnelles, en revanche, l'individu n'est jamais nommé, parce qu'il est tout le temps là, présent et qu'on ne peut même pas le nommer. Je vous renvoie au texte d'Émile Benveniste sur la place du « je » dans la langue et les sociétés, qui montre que, si certaines langues ne connaissent pas

le « je », ce n'est pas parce que l'individu n'existe pas. Ce serait plutôt l'inverse. L'individu y est tellement présent et fort qu'il faut tout faire pour en estomper la présence dans la langue et, par là même, dissimuler son influence dans la société. ■

PROPOS RECUEILLIS PAR **SÉVERINE BELLINA.**

